



COMMUNE DE BROT-PLAMBOZ

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

26 octobre 2015

Commune de Brot-Plamboz

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Chapitre 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Définition, garantie
d'existence et fusion

Article premier ¹La commune de Brot-Plamboz réunit sous ce nom tous les habitants qui y sont domiciliés et tous les biens appartenant à la communauté.

²L'existence de la commune et de son territoire sont garantis; aucune fusion ni division, non plus qu'aucune cession de territoire, ne peut avoir lieu sans son consentement.

³L'Etat encourage les fusions de communes et la collaboration intercommunale; cette dernière peut être imposée dans certains domaines, lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement des tâches des communes.

Autorités

Art. 2 Les autorités communales sont :

- a) le Conseil général,
- b) le Conseil communal,
- c) les commissions instituées par les lois et règlements, notamment les commissions financière, des naturalisations et des agrégations, de la police du feu et de la salubrité publique,
- d) les commissions consultatives.

Titres et fonctions

Art. 3 Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.

Ressources

Art. 4 La commune pourvoit à ses dépenses :

- a) par le revenu des biens communaux,
- b) par les impôts, taxes, redevances et droits dont la perception est légalement ou réglementairement autorisée,
- c) par les bénéfices des services industriels.

Impôts	<p>Art. 5 ¹La commune perçoit les impôts conformément à la loi sur les contributions directes.</p> <p>²Les taux ainsi que toutes les dispositions relatives à la perception sont fixés par arrêté du Conseil général.</p>
Électeurs	<p>Art. 6 Sont électrices et électeurs en matière communale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus :</p> <p>a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune,</p> <p>b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont inscrits dans le registre électoral de la commune en vertu de la législation fédérale,</p> <p>c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.</p>
Non-électeurs	<p>Art. 7 Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles :</p> <p>a) ceux qui exercent des droits politiques hors de la commune,</p> <p>b) les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité ne sont pas électrices.</p>
Éligibilité	<p>Art. 8 Tous les électeurs communaux sont éligibles.</p>
Droit d'initiative	<p>Art. 9 ¹Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal, d'une décision du Conseil général (à l'exclusion des nominations) ou d'un projet quelconque intéressant la commune.</p> <p>²La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale.</p> <p>³Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.</p>
a) Principe et objet	
b) Exercice du droit	<p>Art. 10 ¹Toute initiative doit être annoncée par écrit au Conseil communal, accompagnée d'un exemplaire des listes de signatures.</p> <p>²Si la liste satisfait aux conditions légales, le Conseil communal publie sans retard dans la Feuille officielle le titre et le texte de l'initiative, ainsi que la liste des membres du comité d'initiative.</p> <p>³Les listes de signatures doivent être déposées en une seule fois au Conseil communal au plus tard six mois après la publication du texte de l'initiative dans la Feuille officielle.</p> <p>⁴Le comité d'initiative se compose de trois électeurs au moins.</p> <p>⁵Le Conseil communal contrôle si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre de signatures valables; le Conseil général décide de sa recevabilité matérielle.</p>

c) Renvoi

Art. 11 ¹Les dispositions sur l'initiative législative en matière cantonale sont applicables par analogie.

²Toutefois, si l'initiative a recueilli dans les délais le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général, accompagnée d'un rapport, dans les six mois qui suivent la publication des résultats et lorsque l'initiative revêt la forme d'une proposition générale et qu'elle est soumise au vote du peuple, le Conseil général a un an pour y satisfaire si elle est acceptée.

Droit de référendum
a) Principe et objet

Art. 12 ¹Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander que soit soumis au vote populaire :

a) tout arrêté ou règlement du Conseil général contenant des dispositions générales et intéressant la commune dans son ensemble,

b) toute décision du Conseil général ayant pour effet de créer un nouvel engagement financier ou une nouvelle dépense à la charge du budget communal.

²Ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de référendum :

a) le budget et les comptes,

b) les décisions et arrêtés ayant un caractère d'urgence; la clause décrétant l'urgence doit figurer dans l'acte lui-même et être prononcée à la majorité des deux tiers des membres du Conseil général qui prennent part à la votation.

b) Publication

Art. 13 ¹Tout arrêté ou décision du Conseil général susceptible d'une demande de référendum doit faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'une publication dans la Feuille officielle par le Conseil communal.

²Si le texte n'est pas susceptible d'une publication intégrale, il suffit d'en publier l'intitulé, accompagné de la mention que le texte intégral peut être consulté au bureau communal.

c) Délai

Art. 14 ¹La demande de référendum doit être déposée auprès du Conseil communal dans les quarante jours qui suivent la publication de la décision contestée.

²Lorsque le délai référendaire expire entre le 15 juillet et le 15 août ou entre le 20 décembre et le 10 janvier, il est prolongé de 10 jours.

d) Renvoi

Art. 15 Pour le surplus, les dispositions relatives au référendum facultatif cantonal sont applicables par analogie.

e) Référendum obligatoire

Art. 16 ¹Le Conseil communal soumet obligatoirement au vote du peuple toute contribution spéciale autorisée par le Conseil d'Etat en application de l'article 41 de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964, dans les six mois dès l'adoption par le Conseil général.

²Lorsque, dans une commune de moins de 750 habitants, le Conseil général, après avoir adopté le système de la représentation proportionnelle, opte pour le système majoritaire à un tour, sa décision est soumise au vote du peuple.

³En matière de fusion ou de division, le consentement de la commune est soumis au référendum obligatoire.

⁴Tout changement du mode d'élection des membres du Conseil communal est soumis au référendum obligatoire. Le système peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales, la votation sur cet objet devant intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre.

⁵Toute réduction du nombre de sièges au Conseil général, décidée par ce dernier, est soumise au référendum obligatoire et la votation sur cet objet doit intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections communales.

Chapitre 2

INCOMPATIBILITÉS, EXCLUSIONS

Incompatibilités a) absolues

Art. 17 ¹Les époux, partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat, personnes menant de fait une vie de couple, parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent siéger ensemble au bureau du Conseil général ou au Conseil communal.

²Toutefois, dans les communes de moins de quatre cents habitants, le Conseil d'Etat peut autoriser des dérogations.

³Les membres du Conseil d'Etat et le chancelier d'Etat ne peuvent faire partie ni du Conseil communal ni du Conseil général. Les fonctionnaires et les employés communaux ne peuvent pas faire partie du Conseil communal mais peuvent faire partie du Conseil général, à l'exception du titulaire de la fonction d'administrateur communal.

⁴Les membres du Conseil communal ont voix consultative dans le Conseil général, mais ils ne peuvent en faire partie.

b) relatives

Art. 18 ¹Aucun membre du Conseil général, du Conseil communal ou d'une commission ne peut assister à une discussion, ni prendre part à une décision dans laquelle il aurait un intérêt ou qui concernerait :

- a) une personne à laquelle il est ou a été uni par le mariage,
- b) une personne à laquelle il est ou a été lié par un partenariat enregistré fédéral ou cantonal,
- c) une personne avec laquelle il mène de fait une vie de couple,
- d) un de ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

²Les cas de récusation sont soumis à l'appréciation de l'autorité à laquelle appartient le membre récusable, qui statue en son absence.

³La présente disposition n'est pas applicable lors d'une élection.

Exclusions

Art. 19 Les membres du Conseil général ou du Conseil communal cessent de faire partie de ces autorités :

- a) immédiatement, lorsqu'ils ne remplissent plus les conditions d'éligibilité, notamment s'ils cessent d'avoir leur domicile dans le ressort communal ou s'ils sont déclarés, par jugement, incapables de revêtir une charge ou une fonction officielle,
- b) à l'expiration d'un délai d'option de dix jours non utilisé, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus à l'article 17 de la loi sur les communes,
- c) après mise en demeure, lorsqu'il apparaît qu'ils ne veulent plus exercer leur mandat, l'autorité compétente étant celle à laquelle ils appartiennent.

Chapitre 3

CONSEIL GÉNÉRAL

Élection

Art. 20 ¹Le Conseil général est élu intégralement pour quatre ans, selon le système majoritaire à un tour, cette possibilité n'existant que dans les communes de moins de 750 habitants.

²Le nombre de sièges est de 15.

Impression des bulletins et matériel de vote

Art. 21 ¹Le Conseil communal fait imprimer les bulletins de vote et les bulletins électoraux pour les votations et les élections de la commune.

²Les bulletins électoraux sont imprimés avec la dénomination dont les partis politiques et groupements d'électeurs ont obtenu l'usage exclusif et durable.

³Ils comportent à la suite de la liste des candidats un espace libre équivalant au cinquième de leur surface.

⁴La chancellerie d'Etat, pour le compte des communes et de manière individualisée, fait parvenir simultanément aux électrices et électeurs de chacune d'entre elles, le matériel de vote nécessaire pour exercer leur droit de vote au bureau de vote ou par correspondance.

⁵Le matériel de vote doit parvenir aux électrices et électeurs de la commune :

- a) pour les élections, 10 jours au plus tard avant le scrutin,
- b) pour les votations, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le scrutin.

⁶Le délai prévu pour les votations s'applique aussi aux élections lorsqu'elles ont lieu le même jour que des votations.

Constitution

Art. 22 ¹Dès que le Conseil communal a validé l'élection du Conseil général, il convoque ce dernier en séance de constitution.

²La séance est présidée par le doyen d'âge; les trois plus jeunes membres remplissent provisoirement les fonctions de secrétaire et de questeurs.

³L'assemblée ainsi constituée procède à la nomination de son bureau.

Vacance

Art. 23 ¹Lorsqu'une vacance se produit, le membre sortant doit être remplacé à bref délai.

²Le nouveau conseiller général ne pourra siéger qu'après avoir été proclamé élu par le Conseil communal.

Bureau

Art. 24 ¹Le bureau du Conseil général comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et deux questeurs.

²Les membres sortant de charge sont immédiatement rééligibles.

Attributions

Art. 25 Le Conseil général a les attributions suivantes :

1. il élit conformément à l'article 71 ci-après :
 - a) son bureau pour un an,
 - b) le Conseil communal pour quatre ans, au début de chaque période administrative,
 - c) la commission financière pour la période administrative,
 - d) les membres de la commission du feu et de salubrité publique et celle des naturalisations et des agrégations,
 - e) les commissions consultatives qu'il y aurait lieu de désigner,
 - f) les représentants de la commune dans les Conseils intercommunaux et les Conseils régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe et leurs suppléants si le règlement général du syndicat intercommunal prévoit l'élection de suppléants, l'article 73 de la loi sur les communes étant réservé ;
2. il propose les éventuels candidats représentant la commune dans les comités et les comités régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe et leurs suppléants si le règlement général du syndicat intercommunal prévoit l'élection de suppléants ;
3. il arrête ou modifie les règlements communaux, sous réserve de la sanction du Conseil d'Etat, et en particulier le règlement général de commune (RGC), le règlement communal de police (RCP), le règlement communal sur les finances, le règlement communal sur les taxes et les émoluments perçus par la commune, celui sur les déchets et celui sur le statut des personnels communaux ;
4. il adopte le budget communal, vote les crédits, les emprunts et engagements financiers et statue sur les comptes qui lui sont présentés annuellement par le Conseil communal ;
5. il délibère et vote sur toutes les propositions qui lui sont faites et qui se rapportent :
 - a) aux impositions communales,
 - b) aux traitements des fonctionnaires et employés communaux,
 - c) à la création de nouveaux emplois,
 - d) à l'acceptation de dons et legs faits à la commune,
 - e) aux participations et garanties financières accordées par la commune, qui dépassent les compétences financières du Conseil communal,
 - f) aux actions judiciaires que la commune pourrait introduire, ainsi qu'aux transactions, désistements et acquiescements dans les procès intéressant la commune, sous réserve de l'article 30, chiffre 6, de la loi sur les communes,

- g) aux acquisitions d'immeubles destinés au patrimoine administratif qui nécessitent l'ouverture d'un crédit d'engagement dont le montant dépasse les compétences du Conseil communal,
 - h) à la délégation au Conseil communal de la compétence d'acquérir des immeubles destinés au patrimoine financier par voie d'enchères publiques,
 - i) à l'octroi du droit de cité d'honneur ;
6. il exerce le droit d'initiative de la commune ;
7. il peut destituer un membre du Conseil communal pour de justes motifs ;
8. enfin, il veille à la bonne gestion des biens de la commune et à leur conservation, ainsi qu'à la bonne marche des services publics.

Destitution

Art. 26 ¹Le Conseil général peut, par un arrêté voté à la majorité de trois quarts de ses membres, destituer un membre du Conseil communal pour de justes motifs.

²Sont considérés comme de justes motifs toutes les circonstances même non imputables à faute, qui, selon les règles de la bonne foi, excluent la poursuite du mandat.

³En particulier, le Conseil général peut destituer un membre du Conseil communal lorsque celui-ci :

- a) se trouve dans l'incapacité durable d'exercer son mandat,
- b) enfreint gravement les devoirs de son mandat ou porte gravement atteinte à la dignité de son mandat, intentionnellement ou par négligence,
- c) a été condamné pour une infraction pénale dont la nature ou la gravité sont incompatibles avec l'exercice de son mandat.

⁴Toutes les personnes qui, à n'importe quel titre, ont pris part aux séances ou aux auditions de la commission ou ont eu connaissance des pièces du dossier, sont soumises à l'obligation de garder le secret.

⁵Si elle propose la destitution, la commission joint un projet d'arrêté dans ce sens à son rapport.

Procédure applicable

Art. 27 ¹L'initiative de proposer l'engagement d'une procédure de destitution appartient au Conseil communal ou au bureau du Conseil général.

²Si le Conseil général donne suite à la proposition d'engager une procédure de destitution, une commission ad hoc est instituée pour instruire la demande et rendre compte de ses travaux sous forme d'un rapport écrit.

³La commission constate les faits d'office. Au surplus, les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979 concernant la récusation (art. 11 et 12), la représentation des parties (art. 13), le témoignage et la production de documents (art. 15 à 19), le droit d'être entendu (art. 21) et la consultation des pièces (art. 22 à 24) sont applicables par analogie.

Suspension provisoire	<p>Art. 28 ¹Dès que la procédure de destitution est engagée, le Conseil général peut, par un arrêté voté à la majorité de trois quarts de ses membres, prononcer la suspension provisoire du membre du Conseil communal, avec ou sans privation de traitement.</p> <p>²Si le Conseil général renonce ensuite à le destituer, le membre du Conseil communal a droit au versement du traitement dont il a, le cas échéant, été privé.</p>
Dissolution du Conseil communal	<p>Art. 29 ¹En cas de refus du Conseil général d'engager la procédure ou de conclure à la destitution, la demande de destitution ayant été proposée par le Conseil communal, la démission de la totalité des autres membres entraîne la dissolution de cette autorité.</p> <p>²Dans ce cas, une nouvelle élection du Conseil communal est organisée sans délai.</p>
Décès, démission et réélection	<p>Art. 30 ¹La démission et le décès, de même que la réélection, mettent fin d'office à la procédure de destitution.</p> <p>²La commission chargée de l'instruction de la demande de destitution constate la fin de la procédure dans son rapport.</p>
Décisions	<p>Art. 31 Les arrêtés du Conseil général prononçant la suspension provisoire ou la destitution valent décision, au sens de l'article 3 LPJA.</p>
Recours	<p>Art. 32 ¹La décision de suspension provisoire et la décision de destitution peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, conformément à la LPJA.</p> <p>²Le recours est dépourvu d'effet suspensif.</p>
Effets sur d'autres mandats	<p>Art. 33 La suspension provisoire ou la destitution d'un membre du Conseil communal entraîne la suspension provisoire ou la destitution de ses mandats au sein de tout Conseil d'établissement scolaire et de tout syndicat intercommunal.</p>
Représentation dans l'organe d'administration	<p>Art. 34 Lorsqu'une commune a un intérêt public dans une société anonyme ou une société coopérative, elle veille à ce que les statuts de la société lui confèrent le droit de déléguer des représentants dans l'organe d'administration.</p>
Attributions du bureau	<p>Art. 35 ¹Les attributions particulières des membres du bureau sont les suivantes :</p> <p>²Le président dirige les délibérations de l'assemblée.</p> <p>³Il rappelle à la question ceux qui s'en écartent ou à l'ordre ceux qui le méritent par leur attitude ou leurs propos.</p> <p>⁴L'effet du rappel à l'ordre peut être augmenté par une mention au procès-verbal.</p>

⁵En l'absence du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président ou, à défaut, par un autre membre de l'assemblée désigné par celle-ci.

⁶Le président en fonction ne délibère pas. S'il désire le faire, il se fait remplacer momentanément par le vice-président.

⁷Le secrétaire procède à l'appel nominal. En cas d'absence, il est remplacé par le secrétaire-adjoint. L'administrateur est chargé de la tenue du procès-verbal.

⁸Les questeurs sont chargés de délivrer et de recueillir les bulletins de vote, d'en faire le dépouillement, de compter à haute voix les suffrages lors des votes à main levée et d'en donner le nombre au président.

Réception de la correspondance et signature

Art. 36 ¹En dehors des séances, le président reçoit la correspondance adressée au Conseil général et en donne connaissance à la plus prochaine séance.

²Il signe, avec le secrétaire, tous les actes et arrêtés émanant du Conseil général.

Convocation

Art. 37 ¹La convocation du Conseil général doit se faire par écrit ou par voie électronique.

²Elle mentionne le jour, l'heure et l'ordre du jour de la séance.

³Les cas d'urgence exceptés, elle doit être adressée ou remise au domicile de chaque conseiller, au minimum 7 jours ouvrables avant la séance.

⁴Elle doit être rendue publique, tout comme les rapports à l'intention de leurs membres. Ces documents sont envoyés aux médias qui en font la demande.

Empêchements

Art. 38 ¹Tout membre du Conseil général empêché d'assister à une séance doit s'en excuser à l'avance par écrit auprès du président.

²Si un membre manque trois séances consécutives sans s'être fait excuser, il sera invité par lettre à mettre plus d'assiduité dans l'exercice de son mandat ou à présenter sa démission.

Séances ordinaires

Art. 39 ¹Le Conseil général se réunit en séance ordinaire deux fois par an :

- la première, dans les six premiers mois de l'année, pour l'examen de la gestion et des comptes du Conseil communal pour l'année écoulée,
- la seconde, dans le courant du dernier trimestre, pour l'examen du projet de budget présenté par le Conseil communal pour l'année suivante.

²Il est convoqué, dans les deux cas, par le Conseil communal qui fixe l'ordre du jour des séances.

³Dans la première de ces séances ordinaires, le Conseil général nomme son bureau.

Séances extraordinaires	<p>Art. 40 ¹Le Conseil général se réunit en séance extraordinaire à la demande du Conseil d'Etat, du Conseil communal ou du bureau du Conseil général.</p> <p>²Il est convoqué par le Conseil communal qui arrête l'ordre du jour de la séance, après consultation du président du Conseil général.</p> <p>³Le Conseil général se réunit également en séance extraordinaire lorsque le quart de ses membres en fait la demande écrite au président.</p> <p>⁴Dans ce cas, il est convoqué par le bureau du Conseil général.</p>
Séances publiques	<p>Art. 41 ¹Les séances du Conseil général sont publiques.</p> <p>²Le public doit garder le silence et s'abstenir de toute remarque d'approbation ou de désapprobation.</p> <p>³En cas de nécessité, le président peut faire prendre toute mesure utile allant jusqu'à l'évacuation de la salle.</p>
Huis clos	<p>Art. 42 Si un intérêt prépondérant public ou privé l'exige, le Conseil général peut, à la majorité des membres présents, ordonner le huis clos ou n'autoriser que la présence des médias (huis clos partiel).</p>
Ouverture de la séance	<p>Art. 43 ¹Chaque séance est ouverte par l'appel nominal.</p> <p>²Suivent la lecture et l'adoption du procès-verbal de la séance précédente.</p> <p>³Puis, le président rappelle l'ordre du jour et ouvre les délibérations.</p>
Quorum	<p>Art. 44 ¹Le Conseil général ne peut prendre de décisions valables que si les membres présents forment la majorité de son effectif.</p> <p>²Toutefois, si une première convocation ne réunit pas cette majorité, les membres présents pourront décider une nouvelle convocation «par devoir»; les décisions prises par l'assemblée ainsi convoquée seront valables quel que soit le nombre des membres présents.</p>
Validité des décisions	<p>Art. 45 ¹Le Conseil général ne peut délibérer et, à plus forte raison, prendre des décisions valables que sur les objets figurant à l'ordre du jour de la séance.</p> <p>²Toutefois, si le cas d'urgence est admis par les deux tiers au moins des membres présents, il peut délibérer et statuer sur des objets présentés séance tenante par l'un ou l'autre de ses membres ou par le Conseil communal.</p>
Délibérations	<p>Art. 46 Les objets sur lesquels le Conseil général est appelé à délibérer sont présentés dans l'ordre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) élections et nominations, b) propositions, projets d'arrêtés et rapports du Conseil communal, c) lettres et pétitions,

- d) motions et propositions présentées par les membres du Conseil général,
- e) motions populaires,
- f) interpellations et questions.

Propositions du
Conseil communal

Art. 47 ¹Toute proposition ou tout projet d'arrêté du Conseil communal doit être accompagné d'un rapport écrit.

²Tout projet d'arrêté doit faire l'objet de deux débats au moins.

³Le premier débat porte sur l'entrée en matière; si elle est acceptée et si le projet n'est pas renvoyé à une commission, il est soumis à un second débat, article par article.

⁴Finalement, l'assemblée se prononce sur l'ensemble du projet.

⁵Le Conseil communal peut retirer ses rapports ou propositions de l'ordre du jour tant qu'une décision d'entrée en matière n'est pas intervenue.

Lettres et pétitions

Art. 48 ¹Le président donne connaissance des lettres et pétitions adressées au Conseil général.

²Il est fait lecture d'une pièce si le bureau ou le Conseil général lui-même le décide.

³Une lettre ou une pétition en rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour reste en suspens et est classée après la liquidation de cet objet.

⁴Les pétitions sans rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour sont renvoyées pour étude et rapport au Conseil communal ou à une commission spéciale.

⁵Toute pétition doit être examinée quant au fond et faire l'objet d'une réponse le plus tôt possible.

Motions et propositions

Art. 49 ¹Tout membre du Conseil général a le droit de demander l'étude d'une question déterminée (motion) ou de présenter un projet d'arrêté rédigé de toutes pièces (proposition).

²Les motions et propositions doivent être déposées sous forme écrite 15 jours avant une séance pour pouvoir être inscrites à l'ordre du jour.

³Les motions et propositions sont développées par leur auteur ou l'un des cosignataires; elles peuvent faire l'objet d'amendements.

⁴Toute motion ou proposition prise en considération est renvoyée au Conseil communal pour examen et rapport dans une prochaine séance mais au plus tard dans un délai de 1 an.

Motion populaire

Art. 50 ¹Vingt-cinq électrices ou électeurs de la commune peuvent adresser une motion populaire au Conseil général.

²La motion populaire est la demande faite au Conseil général d'enjoindre le Conseil communal de lui adresser un rapport d'information ou un rapport accompagné d'un projet de règlement ou d'arrêté.

Listes de signatures

Art. 51 Les listes de signatures de la motion populaire doivent indiquer :

- a) le texte de la motion avec une brève motivation,
- b) les nom, prénom et adresse de la première personne signataire,
- c) le texte de l'article 101 de la loi sur les droits politiques (LDP) adapté à la motion populaire.

Dépôt et validation

Art. 52 ¹Les listes de signatures sont adressées au Conseil communal.

²Le Conseil communal détermine si la motion populaire a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, les dispositions relatives à l'initiative populaire en matière cantonale concernant l'attestation, prévues aux articles 102 et 103 LDP, étant applicables par analogie.

³Le Conseil communal communique sa décision à la première personne signataire de la motion en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.

⁴Si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général pour inscription à l'ordre du jour de sa prochaine séance.

Traitement

Art. 53 ¹La motion populaire ne peut faire l'objet d'amendement.

²La motion populaire ne fait l'objet d'aucun développement en cours de séance.

³Si aucun membre du Conseil général ni le Conseil communal ne combat la motion populaire, celle-ci est acceptée.

⁴Si un membre du Conseil général ou le Conseil communal combat la motion populaire, les débats sont ouverts et le Conseil général se prononce par un vote.

⁵En cas d'acceptation de la motion populaire, le Conseil communal y donne suite dans un délai d'une année.

Retrait

Art. 54 La motion populaire peut être retirée par la première personne signataire jusqu'à l'ouverture des débats au Conseil général.

Interpellations

Art. 55 ¹Tout membre du Conseil général a le droit d'interpeller le Conseil communal sur un objet déterminé ressortissant à la politique ou à l'administration communale.

²L'interpellation est développée par son auteur, puis le Conseil communal doit répondre.

³Aucune discussion n'est ouverte, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

⁴L'interpellateur se déclare satisfait ou non satisfait et l'interpellation est close.

⁵Aucun vote ne peut intervenir à la suite de la discussion d'une interpellation.

Questions	<p>Art. 56 ¹Tout membre du Conseil général a le droit de poser une question sur un objet quelconque ne figurant pas à l'ordre du jour.</p> <p>²Elle doit être déposée par écrit avant l'ouverture de la séance.</p> <p>³Le Conseil communal répond en principe de vive voix et brièvement aux questions.</p>
Résolutions	<p>Art. 57 ¹Tout membre du Conseil général peut proposer une résolution.</p> <p>²Justifiée par les événements ou les circonstances du moment et consistant dans un vœu, une protestation ou un message, la résolution est une déclaration sans effet obligatoire qui doit être limitée à l'évocation de problèmes intéressant la Commune, sa gestion et son développement.</p> <p>³Une intervention de conseiller général susceptible d'être l'objet d'un arrêté, d'une motion, d'une proposition ou d'un postulat ne peut tendre au vote d'une résolution.</p>
Objets ne figurant pas à l'ordre du jour	<p>Art. 58 ¹Tout membre du Conseil général a le droit de demander la discussion d'un objet ne figurant pas à l'ordre du jour.</p> <p>²Mais, le cas d'urgence prévu à l'article 45 excepté, la délibération et une éventuelle décision ne peuvent intervenir qu'au cours d'une séance ultérieure.</p>
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour	<p>Art. 59 ¹Le Conseil communal peut faire au Conseil général des propositions ou des communications, sans que celles-ci figurent à l'ordre du jour.</p> <p>²En cas d'urgence, le Conseil général décide, en application de l'article 36, s'il y a lieu de passer à la discussion et de prendre une décision ou de renvoyer celle-ci à une séance ultérieure.</p>
Ouverture de la discussion	<p>Art. 60 ¹La discussion est ouverte, dirigée et close par le président.</p> <p>²Il donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée.</p> <p>³Lorsqu'il y a plusieurs orateurs inscrits, la parole est donnée premièrement à celui qui n'a pas encore parlé.</p> <p>⁴Toutefois, après un rapport du Conseil communal ou d'une commission, les membres de ce Conseil ou de cette commission ont la priorité s'ils demandent la parole.</p> <p>⁵Les membres du Conseil communal peuvent obtenir la parole au moment où ils le jugent opportun.</p>
Discussion	<p>Art. 61 ¹Les orateurs ne doivent adresser la parole qu'au président ou à l'assemblée.</p> <p>²Toute discussion entre membres de l'assemblée est interdite. Il en est de même de tout signe d'approbation et de désapprobation.</p>

Suspension de séance	<p>Art. 62 Une suspension de séance doit être ordonnée par le président lorsque le Conseil communal ou un groupe politique du Conseil général en fait la demande.</p>
Clôture de la discussion	<p>Art. 63 ¹La discussion est close lorsque personne ne demande plus la parole.</p> <p>²Toutefois, si cinq membres au moins de l'assemblée demandent de clore la discussion plus tôt, le président mettra immédiatement cette proposition en votation.</p> <p>³Si la clôture est décidée à la majorité des voix, la parole ne sera plus donnée qu'aux orateurs déjà inscrits ou au membre du Conseil communal ou d'une commission qui remplit les fonctions de rapporteur.</p>
Amendements	<p>Art. 64 ¹Chaque membre peut proposer un amendement.</p> <p>²Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et les amendements avant la proposition principale.</p>
Votations	<p>Art. 65 ¹Lorsque le débat est clos, le président en résume brièvement l'objet, énonce les questions sur lesquelles l'assemblée va se prononcer, puis fait procéder au vote.</p> <p>²S'il y a contestation sur la manière dont les questions sont posées, l'assemblée en décide.</p> <p>³Dès que la votation est commencée et jusqu'à la proclamation du résultat, nul ne peut obtenir la parole.</p> <p>⁴Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.</p>
Participation du président aux votations	<p>Art. 66 ¹Dans les votations à main levée ou à l'appel nominal, le président ne vote pas, mais il départage les voix en cas d'égalité.</p> <p>²En revanche, il participe aux votes au scrutin secret.</p>
Votations à main levée	<p>Art. 67 ¹La votation se fait à main levée, hormis les cas prévus aux articles 68, 69 et 71.</p> <p>²Il est toujours procédé à la contre-épreuve.</p>
Appel nominal	<p>Art. 68 La votation a lieu à l'appel nominal lorsque cinq membres au moins de l'assemblée le réclament.</p>
Scrutin secret	<p>Art. 69 ¹La votation a lieu au bulletin secret si la demande en est faite par la majorité des membres présents.</p> <p>²En cas d'égalité des voix au scrutin secret, la proposition est rejetée.</p>

Droit de cité d'honneur

Art. 70 ¹Le vote accordant le droit de cité d'honneur requiert la majorité des deux tiers des membres du Conseil général.

²L'assentiment préalable du Conseil d'Etat est nécessaire pour l'octroi d'un tel droit.

Elections

Art. 71 ¹Les candidats sont annoncés au président et présentés par lui; le suffrage accordé à un candidat ayant décliné sa candidature ou n'ayant pas été présenté avant le scrutin est nul.

²Les élections se font au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages; après deux tours infructueux, un troisième tour en décide à la majorité relative.

³Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des personnes à élire, ceux qui ont obtenu le moins de voix sont éliminés.

⁴Dans le dépouillement des scrutins, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls, ni des abstentions, qui ne comptent pas pour le calcul de la majorité; en cas d'égalité des voix au troisième tour, le tirage au sort en décide.

⁵L'élection tacite est réservée lorsque le nombre des candidats proposés est égal ou inférieur à celui des candidats à élire.

Clause d'urgence

Art. 72 ¹Lorsqu'un arrêté du Conseil général est muni de la clause d'urgence, il n'est pas soumis au référendum.

²L'urgence doit être prononcée à la majorité des deux tiers des membres qui prennent part à la votation et figurer dans l'arrêté lui-même.

³La clause ne peut se justifier que par des motifs importants et notamment une urgence réelle: un crédit ne saurait être voté avec la clause d'urgence pour des travaux terminés, pour remédier à des retards accumulés antérieurement, accélérer la réalisation d'un projet ou encore par pure commodité.

⁴L'arrêté du Conseil général muni de la clause d'urgence doit être publié dans les meilleurs délais dans la Feuille officielle avec les considérants, les motifs et les voies de recours.

Procès-verbal

Art. 73 ¹Le procès-verbal des séances du Conseil général doit faire mention :

- a) du nom de la personne qui a présidé l'assemblée,
- b) du nombre des membres présents,
- c) du nombre des membres absents, en indiquant ceux qui étaient excusés et ceux qui ne l'étaient pas,
- d) des objets mis en discussion, des propositions faites, ainsi que des diverses opinions émises et des arguments invoqués pour et contre,
- e) des décisions finales, avec le nombre de voix pour et contre chaque proposition ou amendement,
- f) de l'heure de l'ouverture et de celle de la clôture de la séance.

²Dès que le procès-verbal est approuvé, il est signé par le président et le secrétaire. Le registre, une fois terminé, est déposé aux archives communales.

Droit à l'information

Art. 74 Toute personne a le droit de consulter les documents officiels, dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

Chapitre 4

CONSEIL COMMUNAL

Élection	<p>Art. 75 ¹Le Conseil communal est composé de 5 membres, élus pour quatre ans, conformément à l'article 25 du présent règlement, au début de chaque législature.</p> <p>²Les conseillers communaux sont immédiatement rééligibles.</p>
Vacance au Conseil communal	<p>Art. 76 Lorsqu'une vacance survient dans le Conseil communal, le Conseil général est convoqué dans le plus bref délai pour y pourvoir.</p>
Démission	<p>Art. 77 Le Conseil général prendra acte de la démission donnée par un membre du Conseil communal après que celui-ci aura rendu compte de son administration au Conseil communal qui lui en aura donné décharge.</p>
Constitution	<p>Art. 78 ¹Chaque année ou en cas de départ de l'un de ses membres, le Conseil communal nomme son bureau composé selon l'article 81 du présent règlement.</p> <p>²En cas d'égalité, le sort en décide.</p> <p>³Il répartit entre ses membres les dicastères de l'administration communale.</p> <p>⁴Chaque chef de dicastère a un suppléant.</p>
Dicastères	<p>Art. 79 Les dicastères du Conseil communal sont les suivants, selon la classification fonctionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none">0 Administration générale1 Ordre et sécurité publique, défense2 Formation3 Culture, sport et loisirs, églises4 Santé5 Sécurité sociale6 Transports7 Protection de l'environnement et aménagement du territoire8 Économie publique9 Finances et impôts
Responsabilité des chefs de dicastère	<p>Art. 80 ¹Chaque chef de dicastère est responsable de sa gestion envers le Conseil communal.</p>

²Il propose et soumet à ce dernier les projets de règlements et d'arrêtés sur les objets relevant de son dicastère.

³Il est responsable de la signature des pièces justificatives des dépenses relevant de sa compétence.

Bureau

Art. 81 ¹Le bureau du Conseil communal se compose du président, du vice-président et du secrétaire.

²Le président exerce la surveillance générale sur la marche de l'administration communale et en particulier sur le bureau communal; il préside les séances du Conseil communal, en fixe l'ordre du jour et en dirige les débats.

³Il reçoit, en règle générale, la correspondance et toutes communications adressées à la commune.

⁴Il signe, avec le secrétaire, toute la correspondance et autres actes écrits officiels émanant du Conseil communal.

⁵Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci; le secrétaire doit également avoir un remplaçant formellement désigné.

⁶Le secrétaire est chargé :

- a) de signer, avec le président, la correspondance et autres actes écrits du Conseil communal,
- b) de surveiller les archives communales.

Attributions

Art. 82 Le Conseil communal exerce, dans les limites du budget et des décisions du Conseil général, les attributions que les lois et les règlements lui confèrent.

Nomination des commissions

Art. 83 ¹Le Conseil communal nomme dans son sein ou en dehors les commissions qu'il juge indispensables.

²Il peut également nommer, dans son sein ou en dehors, des commissions consultatives.

Mesures d'urgence

Art. 84 En cas d'urgence, le président du Conseil communal ou le chef du dicastère intéressé prend les mesures qu'il juge nécessaires; il en réfère au Conseil communal dans le plus bref délai.

Responsabilité solidaire

Art. 85 Les membres du Conseil communal sont solidairement responsables des pertes que pourrait subir la commune du fait qu'ils auraient négligé de régulariser le cautionnement de l'administrateur communal ou du caissier ou accepté comme caution des personnes notoirement insolvables.

Interdiction de soumissionner

Art. 86 Aucun membre du Conseil communal ne peut soumissionner, quelle que soit la procédure applicable, à un marché public de constructions, de fournitures et de services de la commune.

Séances	Art. 87 Le Conseil communal se réunit en règle générale une fois par semaine.
Votations	<p>Art. 88 ¹Sous réserve des cas de récusation, chaque membre du Conseil communal est tenu de voter sur les objets mis en délibération.</p> <p>²Les membres absents ne peuvent pas voter.</p> <p>³Les décisions sont prises à la majorité des voix.</p> <p>⁴Le président vote. En cas d'égalité des voix, son vote compte double.</p>
Nominations et adjudications	<p>Art. 89 ¹Les nominations et adjudications sont faites à la majorité.</p> <p>²Le directeur intéressé donne en premier lieu son préavis motivé, avec pièces à l'appui.</p>
Validité des décisions	<p>Art. 90 ¹Le Conseil communal ne peut prendre de décision valable que si les membres présents forment la majorité du Conseil élu.</p> <p>²Les rapports présentés par le Conseil communal émanent de cette instance prise dans son ensemble; il ne peut, par conséquent, pas être fait de rapport de minorité.</p>
Honoraires	Art. 91 Les membres du Conseil communal reçoivent un traitement ou des honoraires fixés par arrêté du Conseil général.
Indemnités de déplacement	Art. 92 Des indemnités de déplacement sont allouées aux membres du Conseil communal selon le tarif fixé par arrêté du Conseil général.
Rétributions extraordinaires	Art. 93 Le Conseil communal peut allouer à ses membres des rétributions extraordinaires pour travaux effectués en dehors des obligations normales.
Secret de fonction	Art. 94 Les membres du Conseil communal et l'administrateur communal sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur fonction.

Chapitre 5

COMMISSIONS NOMMÉES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

Nominations	<p>Art. 95 ¹Le Conseil général nomme dans son sein ou en dehors les commissions instituées par les lois et les règlements :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la commission financière et de gestion,b) la commission des naturalisations et des agrégations,c) la commission du feu et de salubrité publique,d) les commissions qu'il juge nécessaires.
Refus de nomination	<p>Art. 96 Un membre du Conseil général ne peut refuser de faire partie d'une commission que s'il fait déjà partie de deux autres.</p>
Mode de nomination	<p>Art. 97 ¹Les membres de la commission financière sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue ou tacitement pour 4 années.</p> <p>²Les membres des autres commissions sont élus de la même manière au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.</p> <p>³Les membres des commissions sont immédiatement rééligibles.</p>
Représentation du Conseil communal	<p>Art. 98 ¹Le Conseil communal peut se faire représenter à toutes les séances des commissions du Conseil général.</p> <p>²Il a voix consultative.</p>
Convocation	<p>Art. 99 ¹Le Conseil communal convoque pour la première réunion de chaque législature les commissions qui ne sont pas présidées d'office par l'un de ses membres.</p> <p>²Dans ce cas, le doyen d'âge en prend la présidence jusqu'au moment où la commission a élu son président et son rapporteur.</p>
Correspondance	<p>Art. 100 La correspondance des commissions est signée par le président et le rapporteur.</p>
Rapports	<p>Art. 101 Les rapports de toutes les commissions doivent être communiqués au Conseil communal au moins 5 jours avant d'être présentés au Conseil général.</p>
Indemnités	<p>Art. 102 Les président et secrétaire de la commission du feu et de salubrité publique reçoivent Fr. 50.— par année. Chaque année, une collation est offerte à chaque membre de toutes les commissions, pour autant que la commission ait siégé au moins une fois dans l'année.</p>

Secret de fonction

Art. 103 Les membres des commissions sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Commission financière

Art. 104 ¹La commission financière se compose de 5 membres, choisis au sein du Conseil général.

²Son bureau est formé du président et du secrétaire-rapporteur.

³Elle examine le budget ainsi que la gestion et les comptes présentés par le Conseil communal et doit déposer son rapport relatif à ces objets avant les débats au Conseil général.

⁴Elle est informée des crédits d'engagement relevant de la compétence du Conseil communal et préavise l'octroi des crédits d'engagements relevant de la compétence du Conseil général.

⁵Elle préavise toute vente de biens immobiliers du patrimoine financier dont la valeur marchande dépasse les compétences financières du Conseil communal. Elle est renseignée sur les ventes de biens immobiliers du patrimoine financier dont la valeur marchande n'excède pas les compétences du Conseil communal.

⁶Elle préavise à l'attention du Conseil général la désignation de l'organe de révision des comptes proposé par le Conseil communal.

⁷Elle donne son accord préalable à l'exécutif d'engager une dépense urgente et imprévisible avant même l'octroi du crédit.

⁸La commission est convoquée par son président ou par le Conseil communal.

⁹Dans l'exercice de son mandat, elle a accès à toutes les pièces nécessaires.

Commission des naturalisations et des agrégations

Art. 105 ¹La commission des naturalisations et des agrégations se compose de 5 membres choisis au sein du Conseil général.

²Son bureau est formé d'un président et d'un secrétaire.

³Elle rapporte au Conseil communal, en préavisant l'octroi ou le refus de la naturalisation ou de l'agrégation.

Commission du feu et de salubrité publique

Art. 106 ¹La Commission du feu et de salubrité publique se compose de 5 membres choisis dans les milieux compétents dont le conseiller communal responsable de la Sécurité publique.

²Tout électeur communal peut en faire partie.

³Son bureau est formé d'un président et d'un secrétaire; la présidence est assurée par le Conseil communal responsable de la Sécurité publique.

⁴Ses attributions sont fixées par la législation cantonale et la réglementation communale spécifique.

Chapitre 6

COMMISSIONS NOMMÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAL

Dispositions générales	Art. 107 Le Conseil communal peut nommer, à titre permanent ou temporaire, toute commission consultative qu'il juge nécessaire à la bonne marche de l'administration.
Bureau	Art. 108 ¹ Les commissions nommées sont présidées par l'un des membres du Conseil communal. ² Pour le surplus, elles désignent elles-mêmes leur bureau.
Convocation	Art. 109 Elles sont convoquées sur décision de leur président, du Conseil communal ou à la demande du quart de leurs membres.
Secret de fonction	Art. 110 Les membres des commissions sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Chapitre 7

CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Dispositions générales

Art. 111 ¹Le Conseil d'établissement scolaire est l'organe consultatif pour les cycles 1, 2 et 3 de la scolarité obligatoire. Il est communal si l'école est organisée à l'échelle communale, régional si l'école est organisée à l'échelle de la région.

Composition pour les communes membres d'un cercle scolaire régional

Art. 112 ¹Chaque commune membre d'un cercle scolaire régional désigne, dans les limites du règlement du cercle scolaire régional :

- un délégué du Conseil communal qui est le conseiller communal responsable de la Formation.

²Chaque délégué ne peut représenter qu'une catégorie de membres de droit du Conseil d'établissement scolaire.

Organisation

Art. 113 Selon le Règlement du Conseil d'établissement scolaire du cercle scolaire régional.

Convocation

Art. 114 Selon les modalités du Règlement du Conseil d'établissement du cercle scolaire régional.

Secret de fonction

Art. 115 Les membres du Conseil d'établissement sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Chapitre 8

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les dispositions financières sont consignées dans le règlement communal type sur les finances, suite à l'entrée en vigueur de la LFinEC.

Chapitre 9

ADMINISTRATEUR COMMUNAL ET AUTRES EMPLOYÉS

Nomination	Art. 116 La nomination de l'administrateur est du ressort du Conseil communal et doit être ratifiée par le Conseil d'Etat.
Attributions	Art. 117 L'administrateur assume la direction des services administratifs de la commune réunis sous le nom de « Bureau communal ».
Cahier des charges	Art. 118 ¹ Les attributions et obligations de l'administrateur sont fixées par un cahier des charges établi par le Conseil communal. ² L'administrateur assiste aux séances du Conseil général et du Conseil communal, avec voix consultative; il rédige les procès-verbaux du Conseil communal et du Conseil général; il doit tout son temps à ses fonctions et ne peut s'absenter pour des raisons personnelles sans l'autorisation du président du Conseil communal.
Signature	Art. 119 L'administrateur ne peut signer aucune pièce au nom du Conseil communal.
Cautionnement	Art. 120 L'administrateur doit être mis au bénéfice de l'assurance-cautionnement conclue par la commune.
Statut	Art. 121 ¹ Les droits et obligations de l'administrateur et des autres fonctionnaires ou employés communaux sont fixés par leur cahier des charges.

²Pour le surplus, la législation cantonale sur le statut de la fonction publique s'applique par analogie.

³Les traitements communaux suivent le renchérissement selon le barème de l'Etat.

Secret de fonction

Art. 122 Il est interdit aux fonctionnaires et employés communaux de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur activité officielle et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

Chapitre 10

DISPOSITIONS FINALES

Abrogation et sanction

Art. 123 ¹Le présent règlement abroge et remplace celui du 5 décembre 2003 ainsi que toutes dispositions contraires.

²Il deviendra exécutoire dès qu'il aura subi l'épreuve référendaire et qu'il aura été sanctionné par le Conseil d'Etat.

Brot-Plamboz, le 26 octobre 2015

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le secrétaire :

Le président :

Julien Walliser

Werner Seiler



Table des matières

Chapitre 1 Dispositions générales

Définition, garantie d'existence et fusion	1
Autorités	1
Titres et fonctions	1
Ressources	1
Impôts	2
Électeurs	2
Non-électeurs	2
Éligibilité	2
Droit d'initiative	2
a) Principe et objet	2
b) Exercice du droit	2
c) Renvoi	3
Droit de référendum	3
a) Principe et objet	3
b) Publication	3
c) Délai	3
d) Renvoi	3
e) Référendum obligatoire	3

Chapitre 2 Incompatibilités, exclusions

Incompatibilités	5
a) absolues	5
b) relatives	5
Exclusions	5

Chapitre 3 Conseil général

Élection	6
Impression des bulletins et matériel de vote	6
Constitution	6
Vacance	6
Bureau	7
Attributions	7
Destitution	8
Procédure applicable	8

Suspension provisoire.....	9
Dissolution du Conseil communal.....	9
Décès, démission et réélection.....	9
Décisions.....	9
Recours.....	9
Effets sur d'autres mandats.....	9
Représentation dans l'organe d'administration.....	9
Attributions du bureau.....	9
Réception de la correspondance et signature.....	10
Convocation.....	10
Empêchements.....	10
Séances ordinaires.....	10
Séances extraordinaires.....	11
Séances publiques.....	11
Huis clos.....	11
Ouverture de la séance.....	11
Quorum.....	11
Validité des décisions.....	11
Délibérations.....	11
Propositions du Conseil communal.....	12
Lettres et pétitions.....	12
Motions et propositions.....	12
Motion populaire.....	12
Listes de signatures.....	13
Dépôt et validation.....	13
Traitement.....	13
Retrait.....	13
Interpellations.....	13
Questions.....	14
Résolutions.....	14
Objets ne figurant pas à l'ordre du jour.....	14
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour.....	14
Ouverture de la discussion.....	14
Discussion.....	14
Suspension de séance.....	15
Clôture de la discussion.....	15
Amendements.....	15
Votations.....	15
Participation du président aux votations.....	15
Votations à main levée.....	15

Appel nominal.....	15
Scrutin secret.....	15
Droit de cité d'honneur.....	16
Elections.....	16
Clause d'urgence.....	16
Procès-verbal.....	16
Droit à l'information.....	17

Chapitre 4 Conseil communal

Élection.....	18
Vacance au Conseil communal.....	18
Démission.....	18
Constitution.....	18
Dicastères.....	18
Responsabilité des chefs de dicastère.....	18
Bureau.....	19
Attributions.....	19
Nomination des commissions.....	19
Mesures d'urgence.....	19
Responsabilité solidaire.....	19
Interdiction de soumissionner.....	19
Séances.....	20
Votations.....	20
Nominations et adjudications.....	20
Validité des décisions.....	20
Honoraires.....	20
Indemnités de déplacement.....	20
Rétributions extraordinaires.....	20
Secret de fonction.....	20

Chapitre 5 Commissions nommées par le Conseil général

Nominations.....	21
Refus de nomination.....	21
Mode de nomination.....	21
Représentation du Conseil communal.....	21
Convocation.....	21
Correspondance.....	21
Rapports.....	21
Indemnités.....	21

Secret de fonction.....	22
Commission financière.....	22
Commission des naturalisations et des agrégations	22
Commission du feu et de salubrité publique.....	22

Chapitre 6
Commissions nommées par le Conseil communal

Dispositions générales.....	23
Bureau.....	23
Convocation.....	23
Secret de fonction.....	23

Chapitre 7
Conseil d'établissement scolaire

Dispositions générales.....	24
Composition pour les communes membres d'un cercle scolaire régional.....	24
Organisation	24
Convocation.....	24
Secret de fonction.....	24

Chapitre 8
Dispositions financières

Dispositions consignées dans le règlement communal type sur les finances, suite à l'entrée en vigueur de la LFinEC	25
---	----

Chapitre 9
Administrateur communal et autres employés

Nomination	25
Attributions.....	25
Cahier des charges.....	25
Signature	25
Cautionnement	25
Statut	25
Secret de fonction.....	26

Chapitre 10
Dispositions finales

Abrogation et sanction	27
------------------------------	----

